

Unité départementale des Bouches-du-Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 Marseille

Marseille, le 15/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/07/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SUEZ RV MEDITERRANEE JDR (ex. SITA SUD)

rue Antoine Becquerel
CS 17216
11100 Narbonne

Références : D-2025-0477
SPR/2025-715
Code AIOT : 0006400578

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/07/2025 dans l'établissement SUEZ RV MEDITERRANEE JDR (ex. SITA SUD) implanté JAS DE RHODES 13170 Les Pennes-Mirabeau. L'inspection a été annoncée le 30/06/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite a été initiée suite :

- au dépôt de plaintes concernant la présence de mouches dans les habitations de riverains situées dans les zones les plus proches du site ;
- au départ de feu, le 01/07/25, dans une alvéole de déchets issus de la collecte sélective rapportée par le SDIS.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ RV MEDITERRANEE JDR (ex. SITA SUD)
- JAS DE RHODES 13170 Les Pennes-Mirabeau
- Code AIOT : 0006400578
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SUEZ RV Méditerranée est autorisée par arrêté Préfectoral du 22 octobre 2019 pour l'exploitation de l'Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux du Jas de Rhodes, et du centre de tri située sur la commune des Pennes Mirabeau dans le département des Bouches du Rhône (13).

Contexte de l'inspection :

- Plainte

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Nuisances dues à la présence de mouches	Arrêté Préfectoral du 22/10/2019, article 8.5.3	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
2	Rapport d'incident ou d'accident	Code de l'environnement du 27/09/2020, article Article R512-69	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Gestion des odeurs	AP Complémentaire du 26/05/2023, article 8	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des actions ont été mises en place par l'exploitant pour traiter la présence de mouches. La zone de stockage en exploitation a été déplacée dans le sud du casier unique de l'ISDND afin de réduire les nuisances olfactives. Le déchargement est réalisé à plat. L'exploitant a également fait appel à un prestataire extérieur pour le traitement des mouches.

Dans le cadre de l'incendie survenu le 01/07/2025, il est constaté que l'exploitant n'a pas informé l'inspection de cet incident. Il est donc rappelé à l'exploitation l'obligation de prévenir sans délai l'inspection en cas d'incident ou d'accident. Par ailleurs, il est demandé à l'exploitant d'établir un rapport d'incident relatif à cet évènement (incendie du 01/07/2025)

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Nuisances dues à la présence de mouches

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/10/2019, article 8.5.3
Thème(s) : Risques chroniques, Conduite de l'exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les déchets sont traités par filière, dans une continuité d'opérations, sans stockage intermédiaire. Les produits issus du tri doivent être conditionnés avant expédition, notamment par :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la mise en balle pour les plastiques, papiers, cartons - en benne ou conteneur pour les autres produits. <p>Le conditionnement avant expédition est réalisé en fonction des exigences de la filière de recyclage.</p> <p>Le stockage et le transport des produits doivent s'effectuer en limitant au minimum les risques de pollution ou de nuisances envols, égouttures, odeurs.</p> <p>Les installations sont maintenues dans un état de parfaite propreté, notamment à la fin de chaque poste, où il est consacré un temps au nettoyage des ateliers.</p>

<p>Une procédure d'urgence est établie et fait l'objet d'une consigne d'exploitation écrite en cas d'identification de déchets non admissibles au sein du centre de tri. Cette consigne doit prévoir l'information du producteur de déchets, le retour immédiat de ces derniers chez le producteur, ou l'expédition vers un centre de traitement autorisé après information de l'Inspection des Installations Classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>De nombreuses plaintes ont été déposées par les riverains résidant à proximité de la zone d'exploitation de l'ISDND au cours du mois de juin et concernant l'apparition de mouches dans leurs jardins et habitations.</p> <p>Ces plaintes ont été enregistrées sur plusieurs jours, entre le 9 juin et le 30 juin 2025. Dès réception de la première plainte, des échanges ont immédiatement eu lieu entre l'exploitant et l'inspection. Un courriel a notamment été adressé à l'exploitant le 12 juin afin de le questionner sur la prolifération des mouches et de s'assurer de la mise en œuvre d'actions immédiates pour y remédier.</p> <p>L'exploitant a indiqué que les mouches proviendraient des stocks de refus de tri de collecte sélective, ces emballages contenant des résidus alimentaires. En effet, les déchets collectés ne sont pas lavés avant traitement. Il a été précisé que le centre de tri produit environ 40 balles de refus par jour, stockées pendant un à deux jours avant d'être cassées pour chargement selon la disponibilité de l'exutoire et des transporteurs.</p> <p>A titre curatif l'exploitant a fait appel à un prestataire spécialisé pour un traitement ciblé contre les mouches. Des actions de pulvérisation ont été réalisées dès le 20 juin 2025, à 3 reprises successives, et des pièges à mouches ont également été installés</p> <p>Lors de l'inspection du 02 juillet 2025, la présence de mouches a effectivement été constatée dans l'ensemble des alvéoles des déchets entrants issus de la collecte sélective mais à un niveau jugé faible. Les pièges installés ont été repérés en amont, au niveau des alvéoles, ainsi qu'en aval au niveau de la presse à balles.</p> <p>Les pièges contenaient un grand nombre de mouches mortes , attestant l'efficacité de la méthode. L'exploitant a fourni la Fiche de Données de Sécurité du produit utilisé par les prestataires.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant a également informé la métropole de cette problématique, afin que des actions puissent être réalisées en amont de la chaîne de tri.</p> <p>L'exploitant a évoqué la mise en place d'un contrat annuel avec le prestataire spécialisé pour faciliter la réalisation de prestations.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra à l'inspection le contrat annuel mis en place avec le prestataire spécialisé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 15 jours</p>

N° 2 : Rapport d'incident ou d'accident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, Article R.512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Article R.512-69

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a été informée par le SDIS le 1^{er} juillet 2025 qu'un départ de feu s'était produit le même jour dans l'une des alvéoles des déchets entrants situées dans le bâtiment de tri. Aucune information à l'inspection n'avait été pas réalisée par l'exploitant .</p> <p>Le 2 juillet 2025, le lendemain, lors de la visite d'inspection, ce sujet a été évoqué. L'exploitant a reconnu l'incident, précisant qu'il était dû à la présence d'un fumigène. L'incendie a été maîtrisé en 15 minutes grâce au système d'extinction automatique. Les eaux d'incendie ont été confinées dans le séparateur à hydrocarbures, situé à proximité du bâtiment de tri. La vérification sur site a permis de constater que le séparateur était rempli à moitié. Les eaux de ce séparateur sont ensuite acheminées vers un bassin ERI de plus grande capacité</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra un rapport d'incident à l'inspection dans lequel il précisera les circonstances et les causes de l'incident, les mesures prises ou envisagées pour éviter un incident similaire.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 15 jours</p>

N° 3 : Gestion des odeurs

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/05/2023, article 8</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Zone de déchargement de déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les deux derniers alinéas de l'article 1.2.4 (9a) de l'arrêté préfectoral n °2017-67-A du 22 octobre 2019 sont remplacés par les dispositions suivantes :</p> <p>Le casier n'est pas exploité en mode bio-réacteur. Le casier n'est pas subdivisé en alvéoles. Le déchargement des déchets peut se faire par l'intermédiaire de quai de vidage construit à l'avancement ou de zones de déchargement à plat. Durant la période estivale (du 1^{er} juin au 30 septembre), tous les camions sont vidés par l'intermédiaire de zones de déchargement à plat.</p>

Un bilan de la mise en œuvre de ces dispositions et de leur efficacité en matière de limitation des nuisances olfactives sera réalisé pour le 15 octobre 2023, l'exploitant proposera le cas échéant une extension de la période de déchargements à plat.

Constats :

Lors de la visite, le casier en cours d'exploitation a été visualisé. Entre le 22 avril (date de la dernière inspection) et le 2 juillet 2025 (date de cette inspection), la zone d'exploitation a bien été déplacée vers une zone située au sud du site afin d'éloigner cette dernière du voisinage proche et diminuer le risque d'exposition aux nuisances olfactives.

Le déchargement des déchets est réalisé « à plat » afin d'éviter de générer des nuisances olfactives.

Type de suites proposées : Sans suite